



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE
RENNES**

**MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
Prestations Intellectuelles (PI)
Marché à procédure adaptée (2123-1 du CCP)**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

**Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes**

OBJET DU MARCHÉ

**BRICY (45) – BA 123 – Dépollution pyrotechnique piste tactique
Marché d'AMO – Chargé de Sécurité Pyrotechnique et Coordonnateur de Sécurité Protection
Santé**

TABLE DES MATIERES

11 -	
<u>PARTIE TECHNIQUE 1 - La mission du chargé de sécurité pyrotechnique (CSP) comportera :</u>	3

12 - PARTIE TECHNIQUE 2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé	6
12.1 OBJET DE LA MISSION- DISPOSITIONS GENERALES	6
12.1.1 - <i>Objet de la mission</i>	6
12.1.2 – <i>Type et catégorie de mission</i>	6
12.1.3 - <i>Niveau de compétence requis</i>	6
12.2 - NATURE DE LA MISSION.....	6
12.2.1 - <i>Au cours de la phase conception, le coordonnateur :</i>	6
12.2.2 - <i>Au cours de la phase réalisation, le coordonnateur :</i>	7
12.3 - DEROULEMENT DE LA MISSION	8
12.4 - NATURE DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	9
12.5 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	10

O – OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES :

Le présent marché a pour objet l'intervention d'un chargé de sécurité pyrotechnique (CSP) et d'un coordonnateur de sécurité et de protection et la santé (CSPS), lors des travaux de diagnostic et de dépollution pyrotechnique pour la base de défense d'Orléans / Bricy pour la zone piste tactique

L'objectif de cette consultation est d'assister le maître d'ouvrage dans le cadre de toutes les opérations nécessitant la prise en compte et la gestion des risques pyrotechnique.

Les zones concernées par les travaux ne sont pas encore arrêtées à ce jour. Mais ces dernières sont susceptibles de concernées toute ou partie des emprises de la Base de Défense d'Orléans / Bricy. pour les départements 45.

La mission du chargé de sécurité pyrotechnique sera effectuée conformément au décret n°2005-1325 du 26 octobre 2005, modifié 2010 relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique, de l'arrêté d'application du 23 janvier 2006, et de celui du 12 septembre 2011.

Conformément audit décret, l'entreprise soumissionnaire ne devra pas avoir de lien de subordination juridique avec l'entreprise titulaire du marché de dépollution pyrotechnique.

Le chargé de sécurité pyrotechnique et coordonnateur SPS sera le représentant du maître d'ouvrage, il aura le pouvoir de proposer au représentant du pouvoir adjudicateur l'interruption du chantier.

I – DECOMPOSITION DE LA MISSION:

La mission comprend les phases techniques suivantes :

1. Mission de chargé de sécurité pyrotechnique (CSP) définie par le décret 2005-1326 du 26 octobre 2005, modifié 2010.
2. Assistance technique à la présentation des opérations en préfecture,
2Bis Assistance technique à la présentation des opérations à la base de défense d'Orléans - Bricy
- 3 Mission de coordonnateur de sécurité et de protection et la santé (CSPS)

11 - PARTIE TECHNIQUE 1 - La mission du chargé de sécurité pyrotechnique (CSP) comportera :

- La mission du coordinateur en matière de sécurité et de la protection de la santé au sens de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application dont notamment le décret 94 – 1159 du 26 décembre 1994 et portant sur les phases de conception et réalisation.
-
- Le chargé de sécurité pyrotechnique aura un droit d'accès permanent au site et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission. Les modalités d'accès son décrite dans le livret d'accueil. La fourniture des documents et la validité d'accès et de la responsabilité du prestataire.
- En cas d'anomalie constatée de sécurité et de protection de la santé, le chargé de sécurité procédera, de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite à l'entreprise avec une copie au représentant de la personne publique, et, si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention portée au registre en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant, adressé au représentant de la personne publique avec inscription au registre.

- En cas de danger grave et imminent, le chargé de sécurité procède à l'arrêt des travaux considérés avec compte rendu simultané au représentant du maître d'ouvrage. Lors de l'inscription au registre, il devra décrire l'incident, indiquer les mesures prises et préciser l'entreprise et les personnels concernés.
- La mission du coordinateur en matière de sécurité et de la protection de la santé au sens de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application dont notamment le décret 94 – 1159 du 26 décembre 1994 et portant sur les phases de conception et réalisation.
-
- Le chargé de sécurité pyrotechnique aura un droit d'accès permanent au site et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission. Les modalités d'accès sont décrites dans le livret d'accueil. La fourniture des documents et la validité d'accès et de la responsabilité du prestataire.
- En cas d'anomalie constatée de sécurité et de protection de la santé, le chargé de sécurité procédera, de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite à l'entreprise avec une copie au représentant de la personne publique, et, si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention portée au registre en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant, adressé au représentant de la personne publique avec inscription au registre.
- En cas de danger grave et imminent, le chargé de sécurité procède à l'arrêt des travaux considérés avec compte rendu simultané au représentant du maître d'ouvrage. Lors de l'inscription au registre, il devra décrire l'incident, indiquer les mesures prises et préciser l'entreprise et les personnels concernés.
- les attributions et rôles définis par le décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005, modifié 2010.
- une assistance technique au Maître d'Ouvrage en phase de conception, en vue d'évaluer les contraintes spécifiques en fonction des objectifs à atteindre pour chaque opération et ce, en fonction de chaque établissement.

Le décret, qui ne couvre pas les opérations relatives aux munitions chimiques, précise que le chargé de sécurité pyrotechnique représente le Maître d'Ouvrage sur le chantier. Celui-ci est notamment chargé de :

- s'associer à toutes les phases de dépollution du chantier, de la conception à la réalisation des travaux de dépollution (étude de sécurité pyrotechnique, études préalables à l'ouverture du chantier, opérations de déterrage, neutralisation des explosifs, collecte, transport, stockage et destruction des objets ou matières explosives).
- s'assurer pour le compte du maître d'ouvrage du respect des règles de sécurité au cours de l'exécution du chantier,
- veiller à l'application de l'étude de sécurité et, le cas échéant, s'assurer que cette étude tient compte de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé avec les coordonnateurs SPS des chantiers limitrophes.
- Assister à l'élaboration de notes d'organisations visant à garantir la coordination des travaux, que ce soit avec l'établissement et, ou avec les autorités civiles;
- veiller à la coordination des travaux pyrotechniques. A cet effet, il consigne sur un document tous les éléments dont il a connaissance. Ce registre journal est consultable à tout moment par le Maître d'Ouvrage et lui est remis à la fin du chantier.
- vérifier l'existence et la mise en place du plan de secours élaboré par le chef d'entreprise de dépollution,
- participer à toutes les réunions de chantier organisées par le maître d'ouvrage en phase de conception et par la maîtrise d'œuvre en phase de réalisation.

Il est spécifié à l'article 14 du présent C.C.T.P., un temps de présence minimal sur site qui devra être respecté par le chargé de sécurité pyrotechnique, ce qui n'exclut pas la tenue de réunions spécifiques occasionnelles afin de remplir les missions qui lui sont assignées par le décret du 26 octobre 2005, modifié 2010 et pour l'opération spécifiée.

Un mémoire (se reporter à l'article 8.3) du règlement de consultation) présentant son organisation et la manière dont il voit sa mission, incluant notamment le temps minimal de présence sur chantier qu'il compte effectuer par phase, sera joint à la remise des offres. Ce mémoire sera utilisé pour le jugement des offres et deviendra contractuel pour le candidat qui sera retenu.

La mission de chargé de sécurité pyrotechnique sera assurée pour la partie technique par la personne physique nommément désignée à l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'acte d'engagement pour en assurer la conduite.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 5 du CCAG/PI afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise

- A ce titre, obligation est faite au contractant de désigner au moins un remplaçant et de faire figurer son nom et ses références dans l'acte d'engagement.

ETAPE 1

Mission de chargé de sécurité pyrotechnique durant les travaux de détection et de la mise en place des moyens de protections.

Temps de présence minimum sur site :

Pour cette étape, le chargé de sécurité pyrotechnique réalise au minimum, une visite (la visite est de minimum 2 heures sur le chantier) par semaine.

Cette prestation est rémunérée au prix unitaire.

ETAPE 2

Mission de chargé de sécurité pyrotechnique durant l'exécution des travaux de dépollution pyrotechnique.

Temps de présence minimum sur l'opération :

Pour cette étape, le chargé de sécurité pyrotechnique :

- est présent une (1) journée (une journée comprend un minimum de six heures) minimum par semaine,
- réalise au minimum une visite (la visite est de minimum 2 heures sur le chantier) inopinée, par semaine,
- est obligatoirement présent en cas de destruction d'engins pyrotechniques sur le site.

Cette prestation est rémunérée au prix unitaire.

Réunion de chantier pour les étapes 1 et 2.

La réunion de chantier est hebdomadaire, elle réunit le PC Dépol, le RCDP, le CSP et le conducteur d'opération représentant le MOA.

Le compte rendu de cette réunion est rédigé par le CSP et il est diffusé au plus tard dans les 24 h qui suivent la réunion.

Cette prestation est rémunérée au prix unitaire.

12 - PARTIE TECHNIQUE 2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé

12.1 OBJET DE LA MISSION- DISPOSITIONS GENERALES

12.1.1 - Objet de la mission

La mission régie par le présent document est une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au sens de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application dont notamment le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 et portant sur les phases conception et réalisation.

12.1.2 – Type et catégorie de mission

Cette mission se rapporte à une opération :

- dont les travaux concernent de la dépollution pyrotechnique.
- dont la maîtrise d'œuvre est confiée à une maîtrise d'œuvre intégrée (ESID Rennes PCO Tours) pour la pyrotechnie.

Compte tenu de l'importance et la nature des opérations susceptibles d'être réalisées et conformément aux dispositions de l'article R 4532-1 du Code du travail ces dernières seront classée en **2^{ème} catégorie**.

- le plan général de coordination prévu à l'article L.4532-8 du code du travail **est** requis, pour chaque opérations et établissements.

12.1.3 - Niveau de compétence requis

Le niveau de compétence du coordonnateur S.P.S., conformément aux dispositions des articles R 4532-23 et R4532-24 du code du travail, requis est :

- niveau 2 : aptitude à coordonner les opérations de 2ème et 3ème catégories.

La coordination sera assurée pour chaque phase (conception et réalisation) par les personnes physiques nommément désignées dans l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée dans l'annexe n°2 à l'acte d'engagement pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.4 du CCAG/PI afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise

- A ce titre, obligation est faite au contractant de désigner au moins un remplaçant et de faire figurer son nom et ses références dans l'acte d'engagement.
- Le changement de coordonnateur S.P.S. occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congé ou autre), sera constaté par procès-verbal établi après visite du chantier par le coordonnateur S.P.S. titulaire et le coordonnateur S.P.S. suppléant.

12.2 - NATURE DE LA MISSION

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L4531-1, L4531-2, L4534-1 et L4532-18 du Code du Travail soient effectivement mis en oeuvre. Sa mission a pour but de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises sur le chantier pendant la phase de réalisation des travaux et de prévoir, lorsqu'elle s'impose l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protection collectives.

14.2.1 - Au cours de la phase conception, le coordonnateur :

12.2.1.1 - Élabore le(s) plan(s) général(raux) de coordination (P.G.C.) en matière de sécurité et de protection de la santé et le transmet au maître d'ouvrage **sur support papier accompagné d'une version sur support numérique de type clé USB** afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises ; pour chaque opérations.

12.2.1.2 - Ouvre des registres journaux de chantier (R.J.C.) dès la connaissance des bons de commandes, participe à l'élaboration de la déclaration préalable d'ouverture des chantiers adressée à l'inspection du travail compétente, à la C.R.A.M. et à l'O.P.P.B.T.P. ;

12.2.1.3 - Participe aux réunions le concernant (études de conception); donne son avis sur les documents (bons de commandes....), visite et définit les aménagements de chantier (VRD, clôtures, voies d'accès) avec le maître d'ouvrage ou son représentant.

Intervient dans la phase préparatoire des bons de commandes afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales notamment les installations électriques;

Il assure également le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase réalisation lorsqu'il est différent.

Cette prestation comprend en prix mixte :

Deux réunions de travail sur le site de l'opération en forfait

Les autres réunions seront rémunérées aux prix unitaires.

12.2.2 -Au cours de la phase réalisation, le coordonnateur :

12.2.2.1 - Organise avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. Veille à leur information mutuelle ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

Définit les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales.

A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à son intervention, à une inspection commune du chantier au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu avant établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

12.2.2.1- Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent par des contrôles et inspections de chantier.

12.2.2.3 - Participe aux réunions de chantier.

12.2.2.4 – Approuve les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.). Il tient à jour et adapte le plan général de coordination en y intégrant et en harmonisant, au fur et à mesure de leur élaboration, les P.P.S.P.S. ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail. Il informe le représentant du maître d'ouvrage de l'intégration des P.P.S.P.S. dans le P.G.C. Tient à jour le registre journal de coordination.

12.2.2.5 - Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

Procède avec le chef de l'établissement en activité (ou avec le représentant du maître d'ouvrage), préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des

dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel et les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration de l'établissement auxquels pourraient éventuellement avoir accès les personnels des entreprises.

Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

12.2.2.6 - Propose les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Ces prestations sont rémunérées au prix mixte.

12.3 - DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès la notification du marché, le coordonnateur SPS met en place, par opération, un registre-journal de la coordination dans lequel il consigne au fur et à mesure du déroulement de l'opération:

- 1) Les comptes-rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues aux articles R4532-11 à R4532-16 du Code du travail qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- 2) Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
Toutes les observations du coordonnateur S.P.S. sont prises en compte par le représentant du pouvoir adjudicateur. Si celui-ci conteste une observation, il doit justifier les raisons de son refus. Le coordonnateur S.P.S. dispose alors d'un délai de 10 jours pour effectuer une nouvelle proposition.
- 3) Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
- 4) La passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

Il présente le(s) registre(s) journal(aux), sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef de service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en la matière de prévention des risques professionnels.

Le(s) registre(s) journal(aux), est (sont) conservé(s) par le coordonnateur pendant cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage. Une copie certifiée conforme du R.J.C. est remise au Maître de l'ouvrage.

Présence du coordonnateur sur le chantier

● Le coordonnateur SPS :

- **doit réaliser 1 visite de chantier inopinée hebdomadaire d'au moins 2 heures minimum :**
- **est présent à toutes les réunions hebdomadaires de chantier :**

*Les dates, durées et motifs de présence sur le chantier y compris les réunions de chantier, les observations éventuelles sont obligatoirement portées sur le registre journal de coordination.
A chaque fois que le coordonnateur SPS établit un feuillet du R.J.C., il en adresse aussitôt un exemplaire par courriel au maître d'œuvre et au conducteur d'opération représentant le Maître d'ouvrage délégué.*

Visite inopinée

Il effectue la visite seul ou accompagné du maître d'ouvrage (ou de son représentant). Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentants d'entreprises.

Participation aux réunions de chantier hebdomadaires

Le coordonnateur S.P.S. participe obligatoirement à la réunion hebdomadaire de chantier au cours de laquelle peuvent être traitées les questions relatives à l'hygiène et la sécurité du chantier. Le procès-verbal de l'ensemble de la réunion de chantier est notifié au coordonnateur qui formule ses observations éventuelles. En cas d'urgence, le coordonnateur saisit directement le maître d'ouvrage et prend si nécessaire, simultanément, les mesures d'urgence qui s'imposent.

Autorité

Le coordonnateur S.P.S. a un droit d'accès permanent au chantier et peut requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

En cas d'anomalie constatée en matière de sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur S.P.S. procède de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention portée au R.J.C. en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant, adressée au maître de l'ouvrage avec inscription au R.J.C.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur procède à l'arrêt des travaux considérés avec compte-rendu simultané au maître de l'ouvrage. Lors de l'inscription au R.J.C. le coordonnateur doit décrire l'incident, indiquer les mesures prises et préciser l'entreprise et les personnels concernés.

12.4 - NATURE DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est intégré aux documents contractuels constituant le marché de chaque entreprise intervenant dans l'opération de travaux.

Il comporte notamment :

- 1 Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- 2 Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- 3 Les mesures de coordination prises par le coordonnateur S.P.S. en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles.
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

- d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- 4 Les sujétions découlant des interférences, avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
 - 5 Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.
 - 6 Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
 - 7 Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.
 8. Un avant projet de plan d'installation de chantier et de plan de circulation réalisé par le coordonnateur après visite sur site.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, est remis au Maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre journal de la coordination.

12.5 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le coordonnateur est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs. En outre, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail.